

Aucune raison de se résigner

Indubitablement, c'est bien la droite qui a remporté les élections présidentielles et législatives. Les quelques transfuges rose diaphane ne changent rien à l'affaire.

Un tel résultat n'est pas pour autant synonyme de victoire complète et définitive du libéralisme, loin s'en faut.

Le second tour du scrutin législatif en est une indication tangible.

Mais, au-delà, les signes sont nombreux qui soulignent que Nicolas SARKOZY, François FILLON -son gouvernement- et tous leurs amis du MEDEF n'ont pas les coudees franches pour mettre en œuvre les recettes du capitalisme le plus débridé.

En tout premier lieu, il convient de noter que, contrairement à d'autres périodes de l'histoire, le contexte électoral n'a pas réduit au silence et à l'attentisme le mouvement social. Tout au contraire, les semaines qui viennent de se succéder ont été riches d'actions qui, bien des fois, ont obtenu des avancées significatives.

Dans le même temps, si le Président de la République avance à grands pas sur ses néfastes projets (le contraire eut été étonnant...), il a déjà été contraint de lâcher du lest sur des dossiers importants, souvent au cœur de mobilisations déterminées et unitaires.

Cette situation ne peut d'ailleurs qu'aviver nos regrets des attermolements de diverses organisations de la Fonction publique qui n'ont pas permis, pour l'heure, de déboucher sur des initiatives publiques et partagées. Ce « retard à l'allumage » ne saurait conduire la CGT à renoncer aussi peu que ce soit à construire l'indispensable intervention des personnels de la Fonction publique.

Loin de toute résignation ou fatalisme, il nous faut enraciner et renforcer tous les éléments participant au développement d'une démarche revendicative offensive et porteuse d'espoir.

cOup dE GueUle !!!

D'aujourd'hui à avant-hier en passant par demain ?

Une véritable entourloupe que ce coup du « travailler plus pour gagner plus » grace aux heures sup' qui, avec la TVA « sociale », la multiplication des franchises ou encore le « bouclier fiscal », entre autres, est censé nous projeter vers « la France d'après ».

C'est bien contradictoire avec le besoin de création d'emplois ? C'est vrai. Cela va creuser encore plus les inégalités au détriment des salaires les plus bas ? C'est encore vrai. C'est un coût de 5 à 6 milliards pour la collectivité ? C'est toujours vrai. C'est une mécanique qui va favoriser les pressions de toutes sortes sur les salaires et sur les salariés ? C'est évident !

Mais allons plus loin encore dans la logique du raisonnement qui a conduit à cette disposition : L'augmentation du salaire de base n'a pas de raison d'être en soi, désormais c'est le nombre d'heures effectuées qui compte.

Et on entre ainsi sur la voie des rêves les plus fous des réactionnaires les plus bornés...la fin de la mensualisation des salaires, le remplacement de la négociation salariale par une discussion sur l'augmentation de la durée du travail, le retour aux 39, 40 heures ou plus... et pour moins cher qu'avant puisque les heures sup' sont exonérées de charges.

Eh ! Dis ! Cette France de demain ce ne serait pas plutôt celle d'avant-hier ?

Le trait de l'actu.



par PJ